

PLAN LOCAL D'URBANISME



LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

7.2.1

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du 28 octobre 2010
Révision simplifiée n° 1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 23 septembre 2013
Modification n° 1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 24 février 2014
Modification n° 2 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 février 2015
Modification n° 3 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 novembre 2015
Modification n° 4 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 30 mars 2017
Modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2013
Modification simplifiée n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 23 septembre 2013
Modification simplifiée n°3 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 28 septembre 2017
Modification simplifiée n° 4 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 17 février 2021
Déclaration de projet n° 1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 4 octobre 2018
Mise à jour du plan et de la liste des servitudes d'utilité publique par arrêté du Maire du 4 janvier 2017
Mise à jour de la liste des servitudes d'utilité publique par arrêté du Maire du 22 mars 2019
Mise à jour des annexes avec intégration du Plan de Prévention des Risques Naturels Mouvements de terrain et suppression de la ZAC de la Colle par arrêté du Maire du 25 juin 2020
Mise à jour de la liste des servitudes d'utilité publique et des annexes avec intégration du Règlement Local de Publicité par arrêté du Maire du 7 février 2022
Mise à jour du plan et de la liste des servitudes d'utilité publique par arrêté du Maire du 26 janvier 2023
Modification n° 5 approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2025

SOMMAIRE

	Pages
A.1 – BOIS ET FORETS Servitudes relatives à la protection des bois et forêts soumis au régime forestier	3
A.5 – CANALISATIONS PUBLIQUES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau (potable) et d'assainissement	4
A.C.1 – MONUMENTS HISTORIQUES Servitudes de protection des Monuments Historiques	5
A.C.2 – PROTECTION DES SITES NATURELS ET URBAINS Servitudes de protection des sites et monuments naturels	6
E.L.11 – RESEAU ROUTIER Servitudes relatives aux routes express et aux déviations d'agglomérations	7
I.1 – GAZ Servitude relative à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz	8
I.3 – GAZ Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques	10
I.4 – ELECTRICITE Servitudes relatives aux ouvrages de transport et de distribution d'électricité. Servitudes d'ancrage, de surplomb, d'appui, de passage, d'ébranchage ou t d'abattage d'arbres	12
INT.1 – CIMETIERES Servitudes au voisinage des cimetières	15
P.T.3 – TELECOMMUNICATIONS Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques concernant l'établissement, l'entretien et le fonctionnement des lignes et des installations de télécommunication (lignes et installations téléphoniques et télégraphiques)	16

T.1 - VOIES FERREES – Servitudes de protection du domaine public ferroviaire	17
T.5 – RELATIONS AERIENNES	37
Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne	
Servitudes de dégagement (aérodromes civils et militaires)	
T.7 – RELATIONS AERIENNES	38
Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne	
Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières	
PM.1 – RISQUES NATURELS Servitudes résultant du Plan de Prévention des Risques naturels Incendie de Forêt (PPRIF)	39
PM.1 – RISQUES NATURELS Servitudes résultant du Plan de Prévention des Risques de Mouvement de terrain (PPRMVT)	40
PM.1 – RISQUES NATURELS Servitudes résultant du Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI)	41

A.1 – BOIS ET FORETS – Servitudes relatives à la protection des bois et forêts soumis au Régime Forestier

TEXTES DE REGLEMENTATION

{ Code Forestier – Articles L.151-1, R.151-1, R.151-5 ; L.151-2, R.151-2, R.151-5 ; L.151-3
R.151-3, R.151-5 ; L.151-4, R.151-4, R.151-5 ; L.151-5, L.151-6, L.342-2
}
{
Code de l'Urbanisme – Articles L.421-1 et R.421-38-10
}

GENERALE

LISTE DES ILOTS	LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL	PERSONNE OU SERVICE A CONSULTER
Voir plan	<ul style="list-style-type: none">– Interdiction d'établir à l'intérieur et à moins de 1 km des forêts aucun four à chaux ou à plâtre, aucune briqueterie ou tuilerie.– Interdiction d'établir dans l'enceinte et à moins de 1 km des bois et forêts aucune maison sur perches, loge, baraque ou hangar.– Interdiction d'établir dans les bâtiments actuellement existants à 500 m des bois et forêts, ou qui pourraient être construits ultérieurement, aucun chantier ou magasin pour faire le commerce du bois et aucun atelier à façonner le bois.– Interdiction d'établir dans l'enceinte et à moins de 2 km des bois et forêts, aucune usine à scier le bois.– Pour tous travaux à l'intérieur des bois et forêts, consultation de l'O.N.F.	<p>Monsieur l'ingénieur en Chef Office National des Forêts 18, avenue Gay – 06000 NICE</p> <p>ou</p> <p>Le Chef de District des Eaux et Forêts</p>

A.5 – CANALISATIONS PUBLIQUES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau (potable) et d'assainissement (eaux usées ou pluviales)

TEXTES DE REGLEMENTATION

Loi n° 62.904 du 4 août 1962

GENERALE

Décret n° 64.153 du 15 février 1964

TYPES DE CANALISATIONS	ACTES AYANT INSTITUTE LES SERVITUDES	LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL	PERSONNE OU SERVICE A CONSULTER
Toutes canalisations existantes (voir plans des Annexes Sanitaires)	<ul style="list-style-type: none"> Conventions amiables Arrêté préfectoral 	S'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.	<p>Compagnie concessionnaire pour la distribution de l'eau potable</p> <p>Mairie et Service compétent pour les autres canalisations</p>

A.C.1 – MONUMENTS HISTORIQUES – Servitudes de protection des Monuments Historiques

TEXTES DE REGLEMENTATION

{ Loi du 31 décembre 1913 modifiée (Articles 1 à 5)

GENERALE

{ Code de l'Urbanisme – Articles L.421-1 et R.421-38-2 à R.421-38-4

LISTE DES MONUMENTS HISTORIQUES	DATES DES ARRETES PROPRES A CHAQUE MONUMENT	ETENDUE DE LA SERVITUDE	LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL	PERSONNE OU SERVICE A CONSULTER
Chapelle St-Barthélémy	22 décembre 1941	Zone de 500 m de rayon autour des monuments	<ul style="list-style-type: none"> Consultation du service chargé des Monuments Historiques dans tous les cas visés par la Loi du 31 décembre 1913 modifiée, en particulier : <ul style="list-style-type: none"> L'immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification, si le Ministre chargé des Monuments Historiques n'y a donné son consentement (Article 9). L'immeuble inscrit ne peut être modifié sans avoir avisé le Ministre chargé des Monuments Historiques de l'intention et indiqué les travaux envisagés (Article 2). Tout immeuble situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit (rayon de protection de 500 m ou ZPPAU) ne peut faire l'objet d'aucune construction nouvelle, démolition, déboisement, transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect sans autorisation préalable (Article 13 bis). La création de terrains de camping, de stationnement de caravanes, ainsi que le stationnement isolé des caravanes sont interdits, sauf dérogation accordée par l'autorité compétente. 	M. l'Architecte des Bâtiments de France 41, avenue Thiers 06000 NICE
Chapelle Notre Dame de Vie	24 janvier 1927	"		
Porte de l'Ancien Rempart	20 juillet 1942	"		
Le Château de Mouans-Sartoux et son parc	4 janvier 1989	Zone de 500 m de rayon autour du monument et du parc		

TEXTES DE REGLEMENTATION

[Loi du 2 mai 1930 modifiée

GENERALE

Code de l'Urbanisme – Articles L.421-1, R.421-38-5 et R.421-38-6

LISTE DES SITES	DATES DES ARRETES PROPRES A CHAQUE SITE	LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL SITE	PERSONNE OU SERVICE A CONSULTER
<p><u>Site classé</u> :</p> <p>Ensemble formé par la Chapelle Notre Dame de Vie, les pelouses et les allées de cyprès, parcelles n° 46 à 40, section E du cadastre.</p> <p>(nouvelles parcelles section BV n° 135 et 136)</p> <p><u>Site inscrit</u> :</p> <p>Partie de la Commune comprise à l'Est du C.D. 3, au Sud du C.D. 35, à l'Est du C.D. 909.</p>	<p>6 janvier 1938</p> <p>10 octobre 1974</p>	<p>– Consultation du service chargé des Sites dans tous les cas visés par la Loi du 2 mai 1930 modifiée, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Sites classés ne peuvent être détruits ni modifiés dans leur état ou leur aspect, sauf autorisation spéciale du Ministre chargé des Sites (Article 12). • Les Sites Inscrits ne peuvent, sous réserve de l'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et de l'entretien normal en ce qui concerne les constructions, faire l'objet de travaux sans avoir avisé l'administration de l'intention (Article 4). • La création de terrains de camping, de stationnement de caravanes, ainsi que le stationnement isolé des caravanes sont interdits, sauf dérogation accordée par l'autorité compétente. 	<p>M. l'Architecte des Bâtiments de France</p> <p>41, avenue Thiers</p> <p>06000 NICE</p>

TEXTES DE REGLEMENTATION

{ Articles 4 et 5 de la Loi n° 69-7 du 3 janvier 1969
 { Décret n° 70-759 du 18 août 1971
 { Décret n° 72-943 du 10 octobre 1972
 { Décret n° 86-984 du 19 août 1986

ETENDUE DE LA SERVITUDE	LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL	SERVICE A CONSULTER
<p>R.D. 6185</p> <p><u>Pénétrante Cannes-Grasse</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Décret du 22.03.1974 Section Tournamy • Décret du 28.12.1993 	<p>Interdictions pour les riverains d'accéder sur une route express ou sur la déviation d'une route à grande circulation.</p>	<p>Conseil Général des A-Mmes Subdivision Départementale d'Aménagement – Littoral Ouest</p> <p>B.P. 114 209, avenue de Grasse 06400 CANNES</p>

I.1 - GAZ - Servitude relative à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz

Texte de réglementation générale

- Articles n° L. 151-43, L. 152-7, R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'urbanisme,
- Articles n° L. 555-16, R. 555-30 b), R. 555-30-1 et R. 555-31 du code de l'environnement,
- Arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

Limitation au droit d'utiliser le sol

Outre les dispositions du code de l'environnement prévoyant l'interdiction par l'autorité compétente en matière d'urbanisme de procéder à l'ouverture ou l'extension de tout type d'urbanisation à proximité d'une canalisation de transport en service susceptible de créer des risques, notamment d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes, les dispositions suivantes reprises par l'arrêté préfectoral du 09 août 2016 sont applicables :

- SUP 1 :

Correspondant à la zone d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement, ce périmètre figure sur le plan des servitudes.

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31 du CE. L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 05 mars 2014 susvisé,

Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en œuvre effective fourni par le transporteur concerné,

- SUP 2 :

Correspondant à la zone d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-10-1 du code de l'environnement.

L'ouverture d'un établissement recevant du public, hors extensions d'établissements recevant du public existants, susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

- SUP 3 :

Correspondant à la zone d'effets létaux significatifs en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-10-1 du code de l'environnement.

L'ouverture d'un établissement recevant du public, hors extensions d'établissements recevant du public existants, susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

I.1 - GAZ - Servitude relative à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz

Personne ou service à consulter

GRTgaz – DO – PERM
Equipe travaux tiers et urbanisme
10 rue Pierre Sémard
CS 50 329
69 363 LYON Cedex 07
Urbanisme-rm@grtgaz.com

Désignation des ouvrages	Dates des arrêtés préfectoraux
<ul style="list-style-type: none">- Canalisations de transport<ul style="list-style-type: none">• ANTENNE DE CANNES :<ul style="list-style-type: none">→ SUP 1 : 45 mètres→ SUP 2 : 5 mètres→ SUP 3 : 5 mètres• ALIMENTATION LE CANNET DP MONT JOLI :<ul style="list-style-type: none">→ SUP 1 : 20 mètres→ SUP 2 : 5 mètres→ SUP 3 : 5 mètres- Installations annexes<ul style="list-style-type: none">• LE CANNET MONT JOLI DP :<ul style="list-style-type: none">→ SUP 1 : 35 mètres→ SUP 2 : 6 mètres→ SUP 3 : 6 mètres	<ul style="list-style-type: none">- Conventions amiables/Arrêtés préfectoraux (DUP)- Arrêté préfectoral n° 2016-15191 du 09/08/2016 (zones de danger)

I.3 – GAZ - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques

Texte de réglementation générale

- Articles n° L. 151-43, L. 152-7, R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'urbanisme,
- Articles L. 433-5 à L. 433-11 du code de l'énergie,
- Articles n° L. 555-16 et L. 555-17 à L. 555-29, articles R. 555-30 à R. 555-36 du code de l'environnement,
- Ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015,
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 (article 1),
- Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015,
- Décret n° 2017-1557 du 10 novembre 2017 (article 3)
- Arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

Limitation au droit d'utiliser le sol et servitude d'implantation et de maintenance

- Les ouvrages ont été déclarés d'utilité publique. Des conventions de servitudes amiables ont été signées à la pose des canalisations avec les propriétaires des parcelles traversées.
- Dans le cas général, est associée aux ouvrages, une bande de servitude, libre de passage (non constructible et non plantable) pouvant aller jusqu'à 15 mètres de largeur totale.

Dans cette bande de terrain (zone non aedificandi et non sylvandi) aussi appelée "bande étroite" ou "bande de servitudes fortes", GRT gaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires.

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2.7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturelles dépassant plus de 0.6 mètre de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à la canalisation dans la bande de servitude est interdite.

- Dans une bande appelée également "bande large" ou "bande de servitudes faibles", dans laquelle est incluse la bande étroite, GRT gaz est autorisé à accéder en tout temps audit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

I.3 – GAZ - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques

Personne ou service à consulter

GRTgaz – DO – PERM
Equipe travaux tiers et urbanisme
10 rue Pierre Sémard
CS 50 329
69 363 LYON Cedex 07
Urbanisme-rm@grtgaz.com

Désignation des ouvrages	Date des arrêtés de DUP propres à chacun
<ul style="list-style-type: none">- Canalisations de transport<ul style="list-style-type: none">• ANTENNE DE CANNES DN 200• ALIMENTATION LE CANNET DP MONT JOLI DN 80- Installations annexes<ul style="list-style-type: none">• LE CANNET MONT JOLI DP	<ul style="list-style-type: none">- Conventions amiables/Arrêtés préfectoraux (DUP)- Arrêté préfectoral n° 2016-15191 du 09/08/2016 (zones de danger)

I.4 – ELECTRICITE – Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres)

Textes de réglementation générale

- Code de l'urbanisme : art L. 151-43, L. 152-7, R. 151-51 et R. 161-8 ;
- Code de l'énergie : art L. 323-10 et R. 323-19 à R. 323-22 ;
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 (art 1er) ;
- Arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques que doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Limitation au droit d'utiliser le sol

- Le concessionnaire peut établir sur les propriétés privées, sans entraîner de dépossession, les servitudes suivantes :
 - une servitude d'ancrage : droit d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur ;
 - une servitude de surplomb : droit de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées sous les mêmes conditions et réserves que celles indiquées précédemment applicables aux servitudes d'ancrage ;
 - une servitude d'appui et de passage : droit d'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;
 - une servitude d'ébranchage ou d'abattage d'arbre : droit de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.
- La servitude établie n'entraîne aucune dépossession. La pose d'appui sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir (Code de l'Énergie : L. 323-6) ;

- Le propriétaire d'un terrain grevé de servitudes doit, avant d'entreprendre tous travaux de démolition, réparation, surélévation, toute clôture ou tout bâtiment mentionnés à l'article L. 323-6, en prévenir par lettre recommandée, au moins un mois avant le début des travaux, le gestionnaire du réseau public de distribution concerné (Code de l'Énergie : D. 323-16)
- Obligation pour les propriétaires de réserver l'accès et le libre passage aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations.

Personne ou Service à consulter

Pour les lignes électriques à haute ou très haute tension HTB (à partir de 50 kv) :

- RTE

Groupe Maintenance Réseaux Côte d'Azur
Chemin de la Gare de Lingostière
06 205 NICE CEDEX 3

Pour les lignes électriques à moyenne ou basse tension HTA (inférieure à 50 kv) :

- ENEDIS (ERDF)

Direction territoriale des Alpes-Maritimes
125 avenue de Brancolar
06 173 NICE CEDEX 2

Désignation des lignes	Actes ayant institué les servitudes
<p>a) Lignes à haute tension</p> <p><u>Liaisons aériennes 225 000 et 63 000 volts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ligne aérienne 225 kV N0 1 BIANCON-MOUGINS - Ligne aérienne 225 kV N0 1 CAGNES-SUR-MER-MOUGINS - Ligne aérienne 63 kV N0 1 MOUGINS-VALBONNE 	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté Préfectoral - Convention amiable

Désignation des lignes (suite)	Actes ayant institué les servitudes
<p><u>Liaisons souterraines 225 000 et 63 000 volts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Liaison souterraine 225 kV N0 1 MOUGINS-PLAN-DE-GRASSE - Liaison souterraine 225 kV N0 1 ANTIBES-MOUGINS - Liaison souterraine 225 kV N0 2 ANTIBES-MOUGINS - Liaison souterraine 225 kV N0 1 BOCCA (LA) – MOUGINS - Liaison souterraine 63 kV N0 1 CANNES-MOUGINS - Liaison souterraine 63 kV N0 2 CANNES-MOUGINS - Liaison souterraine 63 kV N0 3 CANNES-MOUGINS <p><u>Liaisons aérosouterraines 63 000 volts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Liaison aérosouterraine 63 kV N0 1 BOCCA (LA) – MOUGINS – PINEDE (LA) - Liaison aérosouterraine 63 kV N0 2 BOCCA (LA) – MOUGINS – PINEDE (LA) <p><u>Liaisons souterraines 63 000 volts Hors-Tension :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Liaison souterraine 63 kV N0 1 MOUGINS – ST-CASSIEN - Liaison souterraine 63 kV N0 1 CANNES-MOUGINS - Liaison souterraine 63 kV N0 2 BOCCA (LA) – MOUGINS – PINEDE (LA) <p><u>Liaison aérienne 63 000 volts Hors-Tension :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Liaison aérienne 63 kV N0 1 MOUGINS – ST-CASSIEN <p><u>b) Poste de transformation 225 000 et 63 000 volts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - POSTE 225/63 kV N0 1 MOUGINS <p><u>c) Lignes à moyenne et basse tension</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Toutes lignes aériennes et souterraines 	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté Préfectoral - Convention amiable

INT.1 – CIMENTIERES – Servitudes au voisinage des Cimetières

TEXTES DE REGLEMENTATION

{ Code des Communes – Articles L.361-1, L.361-4, L.361-6, L.361-7, R.361-1, R.361-2, R.361-3, R.361-5
{ Code de l'Urbanisme – Articles L.421-1 et R.421-38-19

GENERALE

DESIGNATION	ETENDUE DE LA SERVITUDE	LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL	SERVICE A CONSULTER
Cimetière communal	100 mètres de l'enceinte du Cimetière	Interdiction d'élever aucune habitation ni de creuser aucun puits sans autorisation de l'autorité administrative.	Monsieur le Maire

P.T.3 – TELECOMMUNICATIONS – Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques concernant l'établissement, l'entretien et le fonctionnement des lignes et des installations de télécommunication (lignes et installations téléphoniques et télégraphiques)

TEXTES DE REGLEMENTATION

{ Code des Postes et Télécommunications – Articles L.46 à L.53 et D.408 à D.411

GENERALE

DESIGNATION DES CATEGORIES DE LIGNES ET ITINERAIRES	ACTES AYANT INSTITUTE LES SERVITUDES	LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL	PERSONNE OU SERVICE A CONSULTER
a) <u>lignes à grande distance</u> (câbles souterrains) Voir plan	– Conventions amiables	Obligation de ménager le libre passage aux agents de l'administration. Droit pour le propriétaire d'entreprendre des travaux de démolition, réparation, surélévation ou clôture à condition d'en avertir le service compétent un mois avant le début des travaux.	a) Centre de Câbles des T.R.N. de Nice 1, chemin du Val Fleuri B.P. 32 CROS DE CAGNES 06805 CAGNES-SUR-MER cedex ☎ 04.93.31.50.92
b) <u>lignes aériennes et câbles souterrains de distribution</u> (tous réseaux)	• Arrêté Préfectoral		b) Direction Opérationnelle des Télécommunications de Nice 44, avenue Cyrille Besset 06034 NICE cedex ☎ 04.93.52.92.92

T.1 – VOIES FERREES **Servitudes de protection du domaine public ferroviaire**

Textes de réglementation générale

- Code des transports : articles L. 2231-1 à L. 2231-9 et R. 2331-1 à R. 2231-8 ;
- Code de la voirie routière : L. 114-1 à L. 114-3, L. 114-6, R. 114-1, R. 131-1, et R. 141-1 et suivants ;
- Code de l'urbanisme : articles L. 151-43, L. 152-7, R. 151-51 et R. 161-8.

Étendue de la servitude

L'emprise de la voie ferrée est définie à l'article R. 2231-2 du code des transports, selon le cas, à partir :

- De l'arête supérieure du talus de déblai, ou du nu arrière du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée ;
- De l'arête inférieure du talus du remblai, ou du nu avant du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée ;
- Du bord extérieur des fossés ;
- Du bord extérieur de l'ouvrage d'art aérien ;
- Du bord extérieur du quai ;
- De la surface extérieure, ou extrados, de l'ouvrage d'art souterrain ;
- De la clôture de la sous-station électrique ;
- Du mur du poste d'aiguillage ;
- De la clôture de l'installation radio.

T.1 – VOIES FERREES

Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

À défaut, à partir d'une ligne tracée, soit à :

- 2,20 m pour les lignes ou sections de ligne où il n'est pas circulé ou circulé jusqu'à 160 km/h, à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée ;
- 3 m pour les lignes ou section de lignes où il est circulé à plus de 160 km/h, à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée.

Limitation au droit d'utiliser le sol

I - Servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée applicable aux propriétés riveraines du domaine public ferroviaire.

Servitudes d'écoulement des eaux (article L. 2231-2 du code des transports) :

Tout déversement, écoulement ou rejet direct ou indirect, qu'il soit diffus ou non, d'eaux usées, d'eaux industrielles ou de toute autre substance, notamment polluante ou portant atteinte au domaine public ferroviaire, est interdit sur le domaine public ferroviaire.

Servitudes portant sur les arbres, branches, haies ou racines empiétant sur le domaine public ferroviaire (article L. 2231-3 et R. 2231-3 du code des transports) :

Interdiction d'avoir des arbres, branches, haies ou racines qui empiètent sur le domaine public ferroviaire, compromettent la sécurité des circulations ou gênent la visibilité de la signalisation ferroviaire. Les propriétaires sont tenus de les élaguer, de les tailler ou de les abattre afin de respecter cette interdiction.

Pour des raisons impérieuses tenant à la sécurité des circulations ferroviaires, les opérations d'élagage, de taille ou d'abattage des arbres, branches, haies ou racines peuvent être effectuées d'office, aux frais du propriétaire, par le gestionnaire.

Distances minimales à respecter pour les constructions (articles L. 2231-4 et R. 2231-4 du code des transports)

Sont interdites les constructions (autres qu'un mur de clôture) ne respectant pas les distances minimales d'implantation mentionnées ci-dessous :

- 2 mètres à partir de l'emprise de la voie ferrée définie à l'article R. 2231-2 du code des transports ;
- 3 mètres à partir de la surface extérieure ou extrados des ouvrages d'arts souterrains ;

T.1 – VOIES FERREES

Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

- 6 mètres à partir du bord extérieur des ouvrages d'art aériens

Cette interdiction de construction ne s'applique pas aux procédés de production d'énergies renouvelables intégrés à la voie ferrée ou installés aux abords de la voie ferrée, dès lors qu'ils ne compromettent pas la sécurité des circulations ferroviaires, le bon fonctionnement des ouvrages, des systèmes et des équipements de transport ainsi que leur maintenabilité.

Distances minimales à respecter concernant les terrassements, excavations ou fondations (articles L. 2231-5 et R. 2231-5 du code des transports :

Lorsque la voie se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel, la distance est égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus.

Il est interdit de réaliser, dans une distance inférieure à 50 mètres de l'emprise de la voie ferrée et sans la mise en oeuvre d'un système de blindage, tout terrassement, excavation ou fondation dont un point se trouverait à une profondeur égale ou supérieure aux deux tiers de la longueur de la projection horizontale du segment le plus court le reliant à l'emprise de la voie ferrée.

Distances minimales à respecter concernant les dépôts et les installations de système de rétention d'eau (articles L. 2231-6 et R. 2231-6 du code des transports) :

Une distance minimale de 5 mètres par rapport à l'emprise de la voie ferrée doit être respectée concernant les dépôts, de quelque matière que ce soit, et les installations de système de rétention d'eau.

Obligation d'information préalable auprès du gestionnaire d'infrastructure concernant les projets de construction, d'opération d'aménagement ou d'installation pérenne ou temporaire (articles L. 2231-7 et R. 2231-7 du code des transports) :

Les projets de construction, d'opération d'aménagement ou d'installation pérenne ou temporaire, y compris les installations de travaux routiers, envisagés à une distance de moins de 50 m par rapport à l'emprise de la voie ferrée ou à une distance de 300 à 3000 m d'un passage à niveau, font l'objet d'une information préalable auprès du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière.

De plus, sur proposition du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière, le représentant de l'État dans le département peut imposer des prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et, le cas échéant, routière et des propriétés riveraines.

T.1 – VOIES FERREES

Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

Le gestionnaire d'infrastructure est informé par le maître d'ouvrage d'un projet de construction, d'opération d'aménagement, ou d'installation pérenne ou temporaire, y compris les installations de travaux routiers, dès lors que le projet est arrêté dans sa nature et ses caractéristiques essentielles et avant que les autorisations et les actes conduisant à sa réalisation effective ne soient pris.

Le gestionnaire d'infrastructure dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'information pour proposer au représentant de l'État dans le département d'imposer des prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et, le cas échéant, routière ainsi que celle des propriétés riveraines

Servitudes permettant la destruction des constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, installations de système de rétention d'eau existants (article L. 2231-8 du code des transports) :

Lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire, si la sécurité ou l'intérêt du service ferroviaire l'exigent, le représentant de l'État dans le département peut faire supprimer les constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, de quelque matière que ce soit, ainsi que les installations de système de rétention d'eau, existants dans les distances mentionnées aux articles L. 2231-4, L. 2231-5 et L. 2231-6 du code des transports.

Entretien des constructions existantes lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire (article L. 2231-8 et R. 2231-8 du code des transports) :

Lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire les constructions existantes qui ne respectent pas les dispositions de l'article L. 2231-4 et dont l'état a été constaté dans des conditions précisées à l'article R. 2231-8, peuvent uniquement être entretenues dans le but de les maintenir en l'état.

Possibilité de réduire les distances à respecter concernant les constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, installations de système de rétention d'eau (article L. 2231-9 du code des transports) :

Lorsque la sécurité et l'intérêt du domaine public ferroviaire le permettent, les distances mentionnées aux articles L. 2231-4, L. 2231-5 et L. 2231-6 peuvent être réduites en vertu d'une autorisation motivée délivrée par le représentant de l'État dans le département, après avoir recueilli l'avis du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière. Cette autorisation peut éventuellement être assortie de prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et des propriétés riveraines.

T.1 – VOIES FERREES **Servitudes de protection du domaine public ferroviaire**

II - Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Les servitudes de visibilité s'appliquent à la diligence de l'autorité gestionnaire de la voie aux propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée (article L. 114-6 code de la voirie routière).

Un plan de dégagement détermine pour chaque parcelle les terrains sur lesquels s'exercent les servitudes de visibilité et définit ces servitudes. Ce plan est approuvé par le représentant de l'État dans le département, le conseil départemental ou le conseil municipal, selon qu'il s'agit d'une route nationale, d'une route départementale ou d'une voie communale (article L. 114-3).

Ces servitudes génèrent des obligations et des droits :

- L'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal niveau qui est fixé par le plan de dégagement (1° de l'article L.114-2) ;
- L'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan de dégagement (2° de l'article L.114-2) ;
- Le droit pour l'autorité gestionnaire de la voie d'opérer la résection des talus, remblais et de tous obstacles naturels de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes (3° de l'article L.114-2).

Personne ou Service à consulter

- SNCF IMMOBILIER

Direction Immobilière Territoriale Grand Sud
4 rue Léon Gozlan
CS 70014
13 331 Marseille Cedex 3
conservationdupatrimoine.grandsud@sncf.fr

Désignation des lignes

- Ligne SNCF : Cannes – Grasse

T.1 – VOIES FERREES

Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

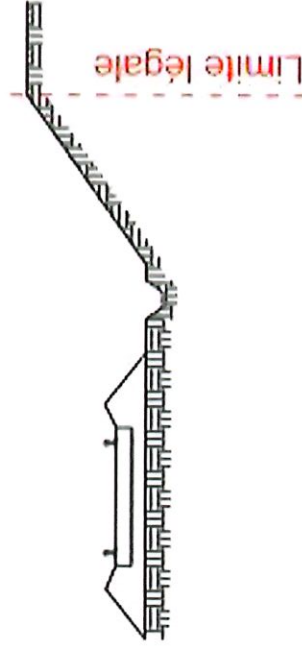
Matérialisation de l'emprise de la voie ferrée pour le calcul des distances de recul à respecter

Les distances de recul précisées aux articles R. 2231-4 à R. 2231-6 du code des transports s'appliquent à partir de l'emprise de la voie ferrée définie à l'article R. 2231-2 du code des transports et représentée à titre illustratif par SNCF Réseau dans les schémas ci-dessous figurant la limite légale*.

* la limite légale correspond à l'emprise de la voie ferrée.

- Arête supérieure du talus de déblai :

Voie en déblai : l'arête supérieure du talus de déblai

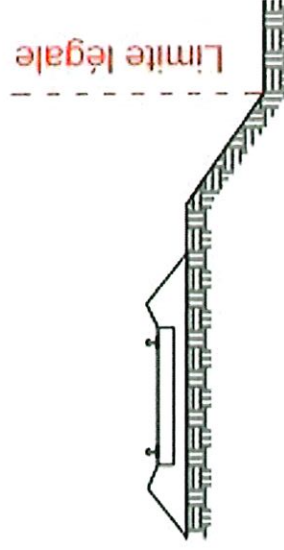


T.1 – VOIES FERREES

Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

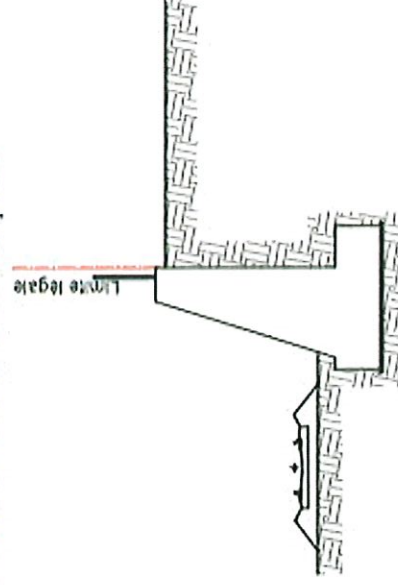
- Arête inférieure du talus du remblai :

Voie en remblai : l'arête inférieure du talus de remblai

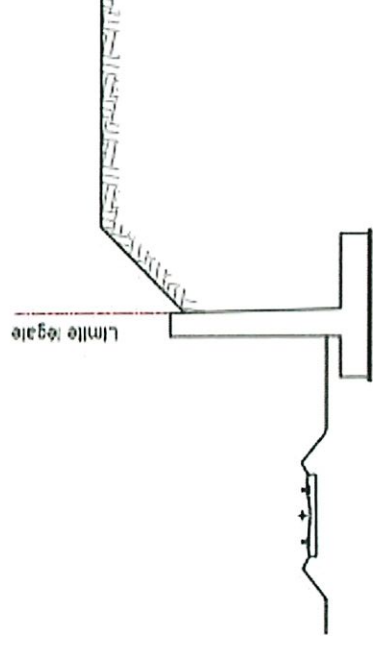


- Nu arrière du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée :

Voie ferrée en déblai avec mur poids



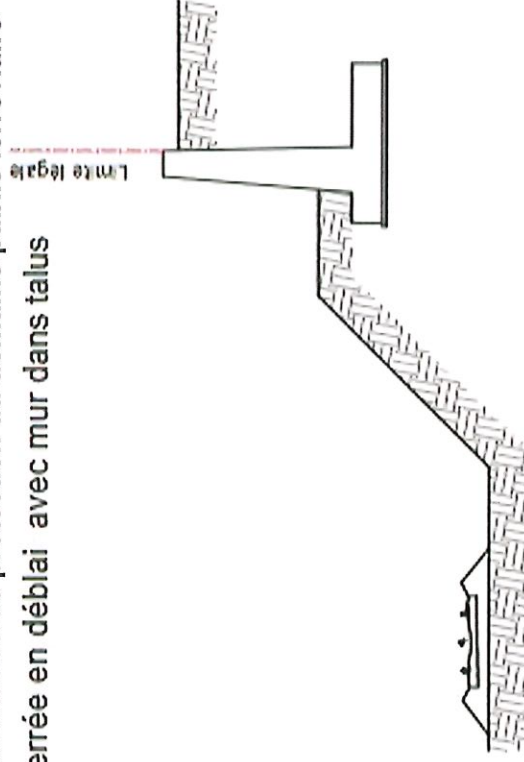
Voie ferrée en déblai avec mur cantilever soutenant un talus



T.1 – VOIES FERREES

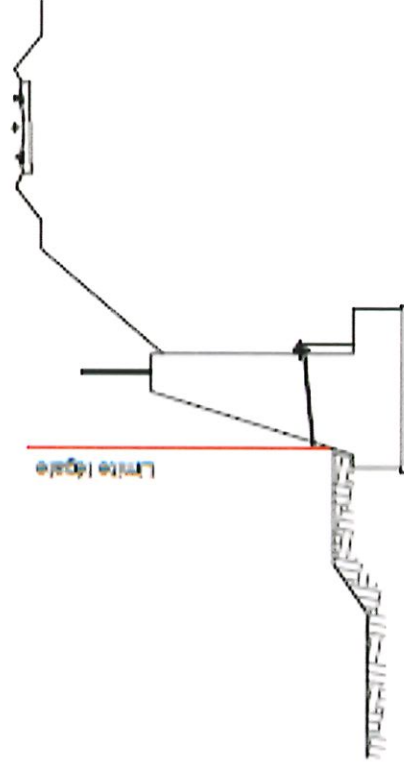
Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

Voie ferrée en déblai avec mur dans talus



- Nu avant du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée :

Voie ferrée en remblai avec mur de soutènement poids et talus

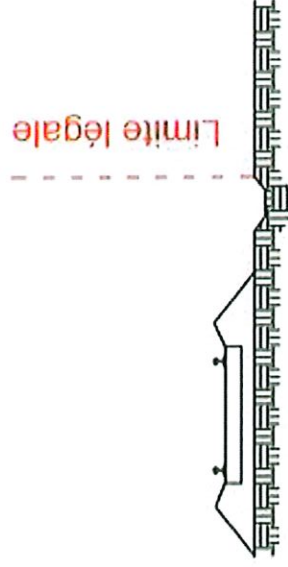


T.1 – VOIES FERREES

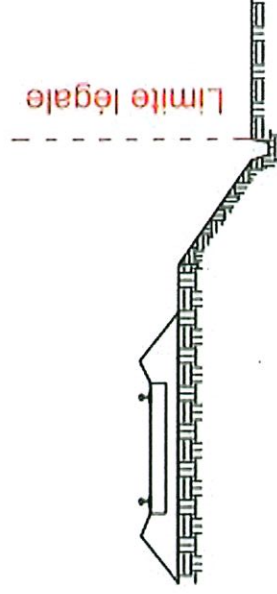
Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

- Du bord extérieur des fossés :

Voie en plate-forme avec fossé : le bord extérieur du fossé



Voie en remblai : le bord extérieur du fossé si cette voie
en comporte un

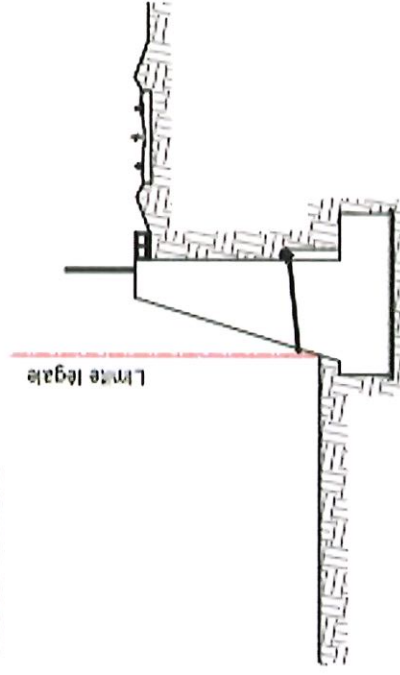


T.1 – VOIES FERREES

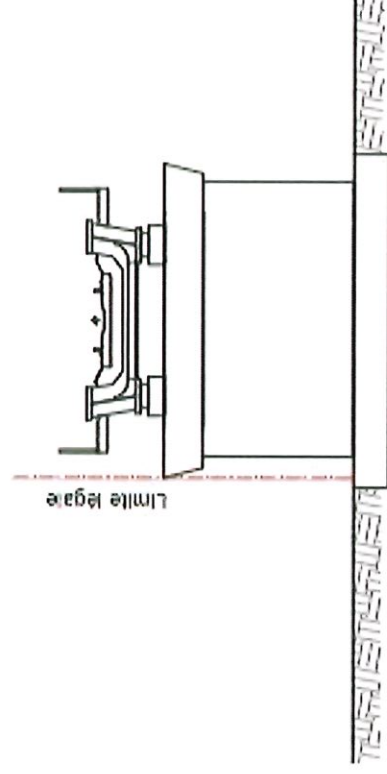
Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

- Du bord extérieur de l'ouvrage d'art aérien :

Ouvrage d'art aérien : voie ferrée en remblai avec ouvrage de soutènement

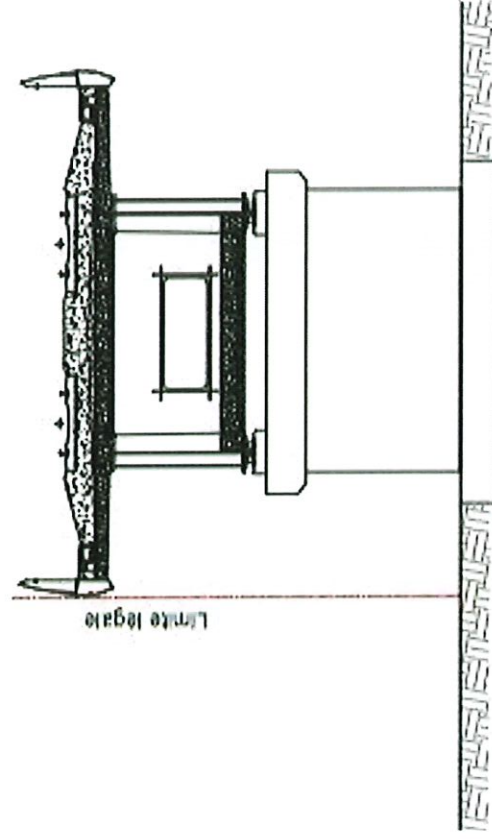


Ouvrage d'art aérien : voie ferrée portée par un pont-rail avec appui en saillie par rapport au tablier



T.1 – VOIES FERREES
Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

Ouvrage d'art aérien : voie ferrée portée par un pont-rail avec débord de tablier

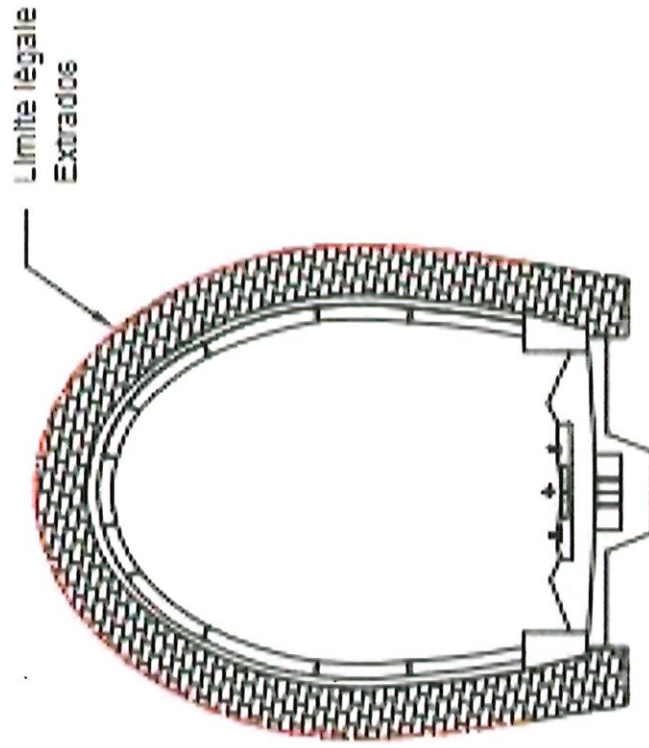


T.1 - VOIES FERREES

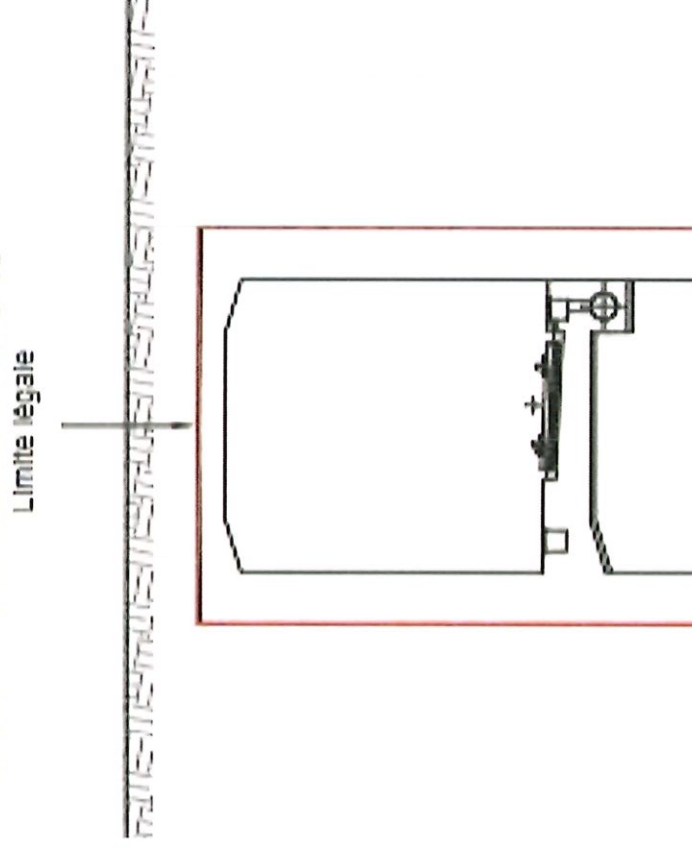
Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

- De la surface extérieure, ou extrados, de l'ouvrage d'art souterrain :

Tunnel : Traditionnel



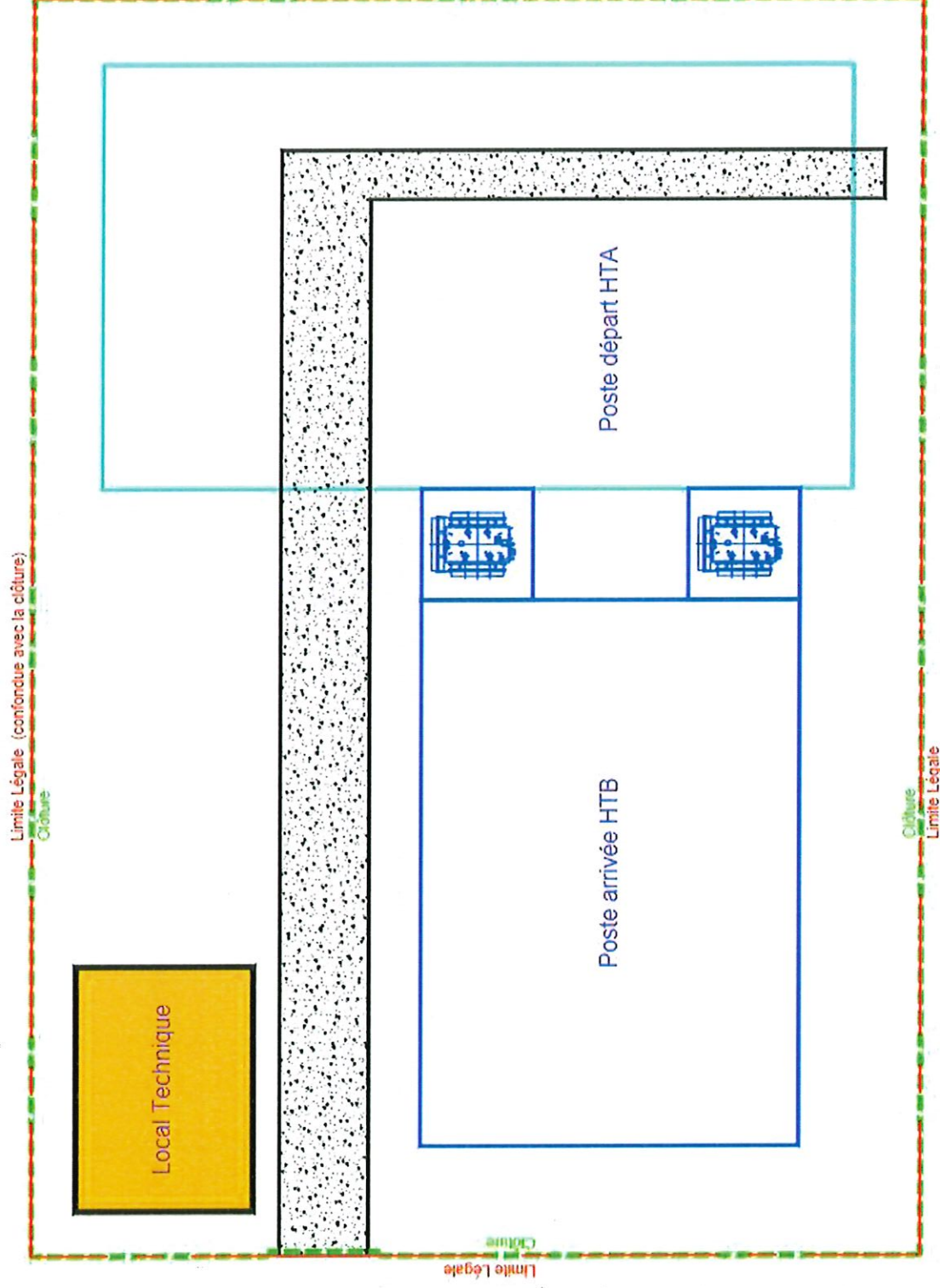
Tunnel : Tranchée couverte



T.1 – VOIES FERREES

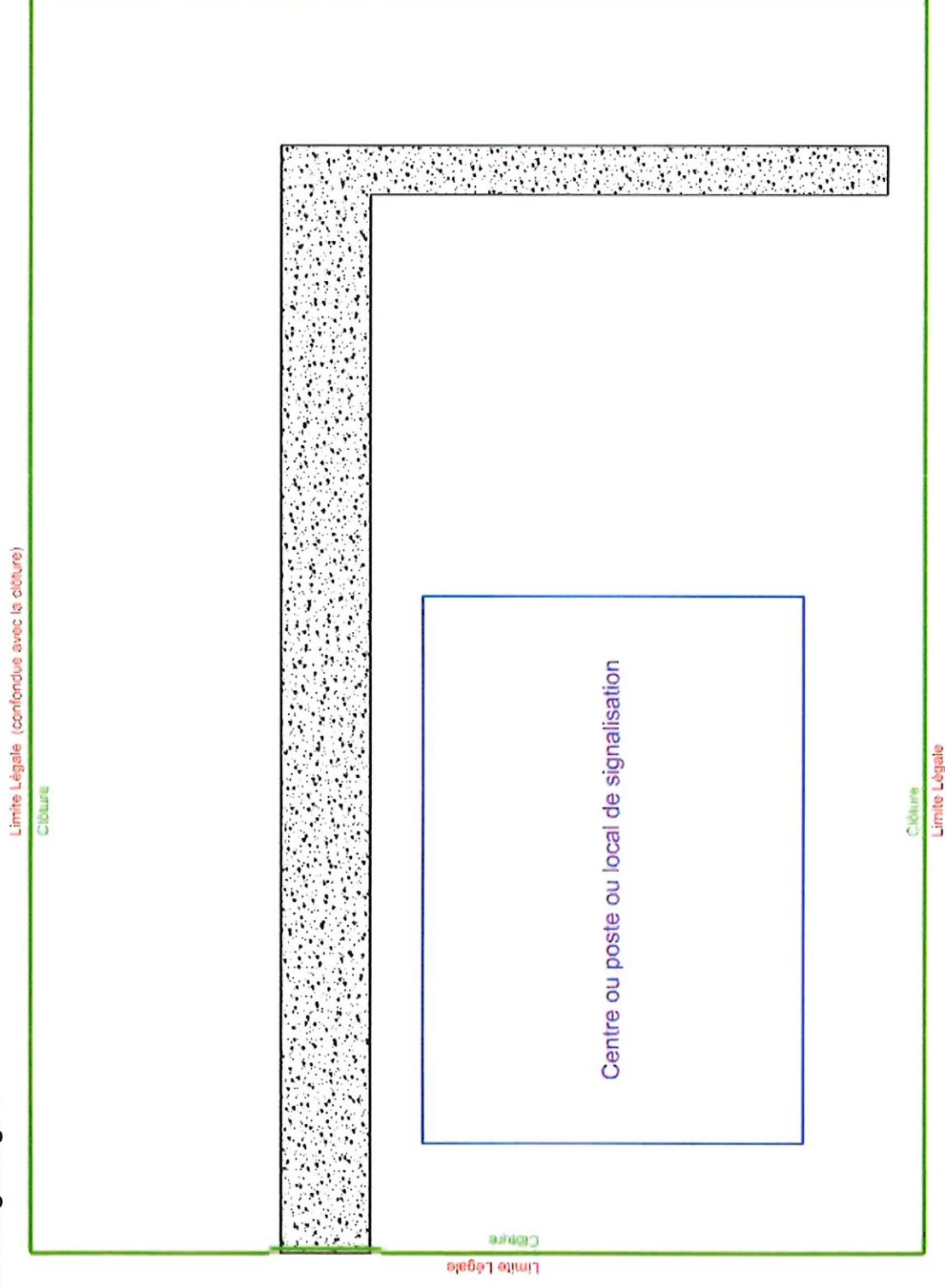
Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

- De la clôture de la sous-station électrique :



T.1 – VOIES FERREES
Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

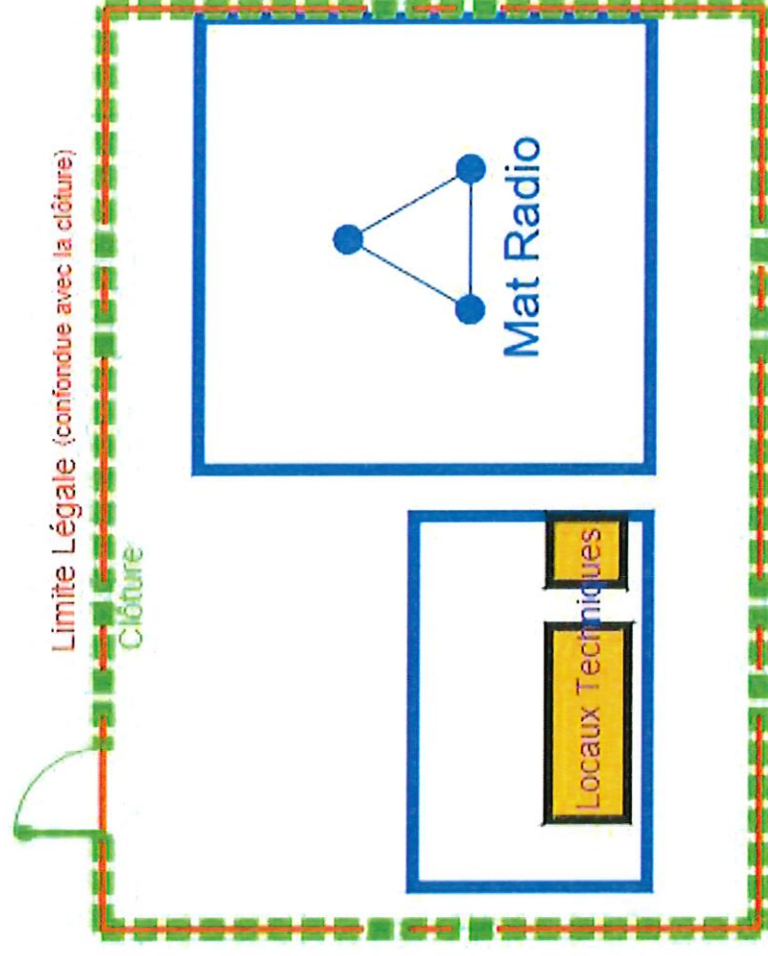
- Du mur du poste d'aiguillage :



T.1 – VOIES FERREES

Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

- De la clôture de l'installation radio :



Voie

T.1 – VOIES FERREES

Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

- D'une ligne tracée à 2,20 mètres pour les lignes ou sections de ligne où il n'est pas circulé ou circulé jusqu'à 160 km/h à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée :

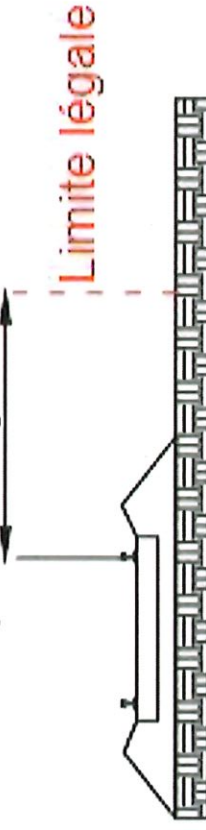
Ou

- D'une ligne tracée à trois mètres pour les lignes ou section de lignes où il est circulé à plus de 160 km/h, à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée:

Voie en plate-forme sans fossé : une ligne idéale tracée de 2.20 à 3.00 mètres du bord du rail extérieur

2.20m pour une ligne $\leq 160\text{km/h}$

3m pour une ligne $> 160\text{km/h}$



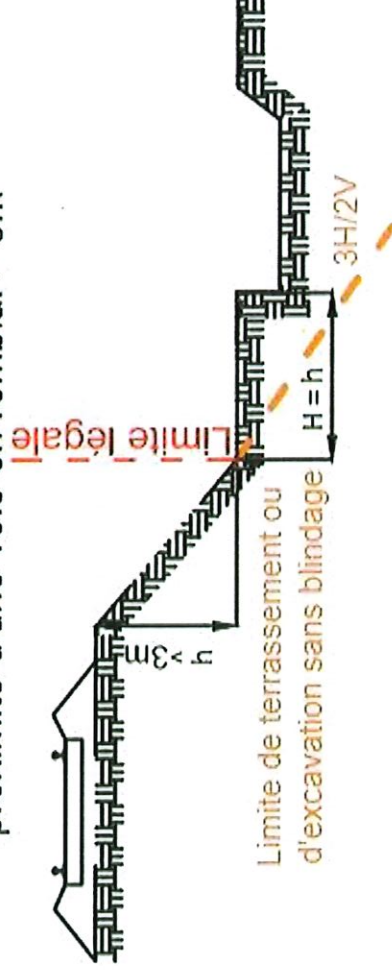
T.1 – VOIES FERREES

Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

Exemples de matérialisation de la distance de recul définie à l'article R. 2231-5 du code des transports à respecter pour les projets de terrassement, excavation, fondation

Situation 1 : cas de la voie en remblai pour laquelle s'applique les distances de recul définies aux I et II de l'article R. 2231-5 du code des transports :

Terrassement ou excavation sans blindage à proximité d'une voie en remblai > 3m



Nota : les remblais de plus de 3 mètres de hauteur (h) bénéficient d'une double protection :

- une interdiction de terrasser dans une distance horizontale H inférieure à la hauteur du remblai h ;
- une interdiction de terrasser sans blindage sous un plan de 3 H (horizontal) pour 2 V (vertical), mesurée à partir de l'arête inférieure du talus.

Situation 2 : cas des autres composantes de l'emprise de la voie ferrée pour lesquelles s'appliquent la distance de recul prévue au I de l'article R. 2231-5 du code des transports :

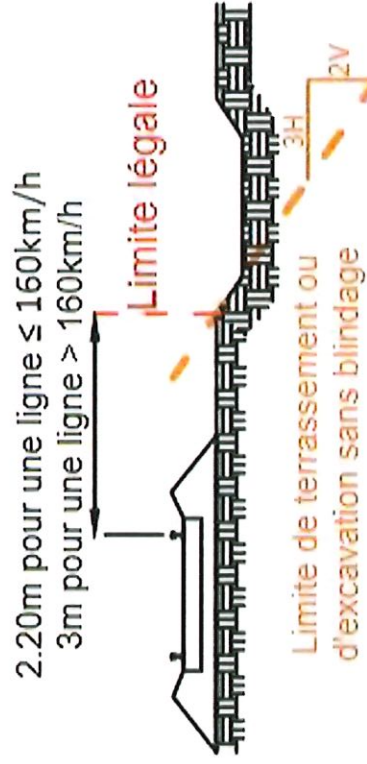
Pour tous les autres éléments composant l'emprise de la voie ferrée (article R.2231-2 du code des transports), il est interdit de réaliser des terrassements, des excavations, des fondations sans la mise en œuvre d'une solution de blindage sous un plan incliné à 3H pour 2V, positionné de telle sorte qu'il passe par le point d'intersection de la limite de l'emprise de la voie ferrée et du terrain naturel (II de l'article R.2231-5).

T.1 – VOIES FERREES Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

Le point de départ pour tirer ce trait correspondant au plan de 3H pour 2V, en dessous duquel une solution de blindage doit obligatoirement être mise en oeuvre, est la limite de chaque composante de l'emprise de la voie ferrée définie à l'article R. 2231-2 du code des transports.

Exemple 1 : matérialisation de la limite d'excavation, de terrassement et de fondation sans blindage à partir de l'emprise de la voie ferrée pour la plateforme ferroviaire.

Terrassement ou excavations sans blindage à proximité
d'une voie en plate-forme sans fossé

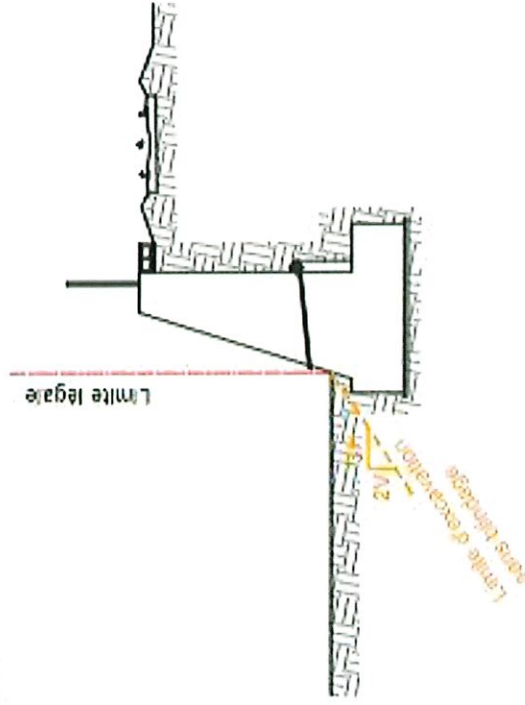


T.1 – VOIES FERREES

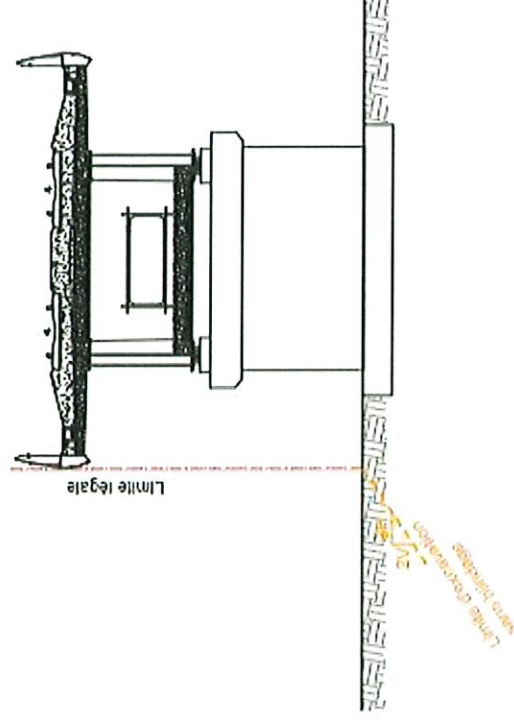
Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

Exemple 2 : matérialisation de la limite d'excavation, de terrassement et de fondation sans blindage à partir de l'emprise de la voie ferrée pour l'ouvrage d'art aérien.

Ouvrage d'art aérien : voie ferrée en remblai avec ouvrage de soutènement

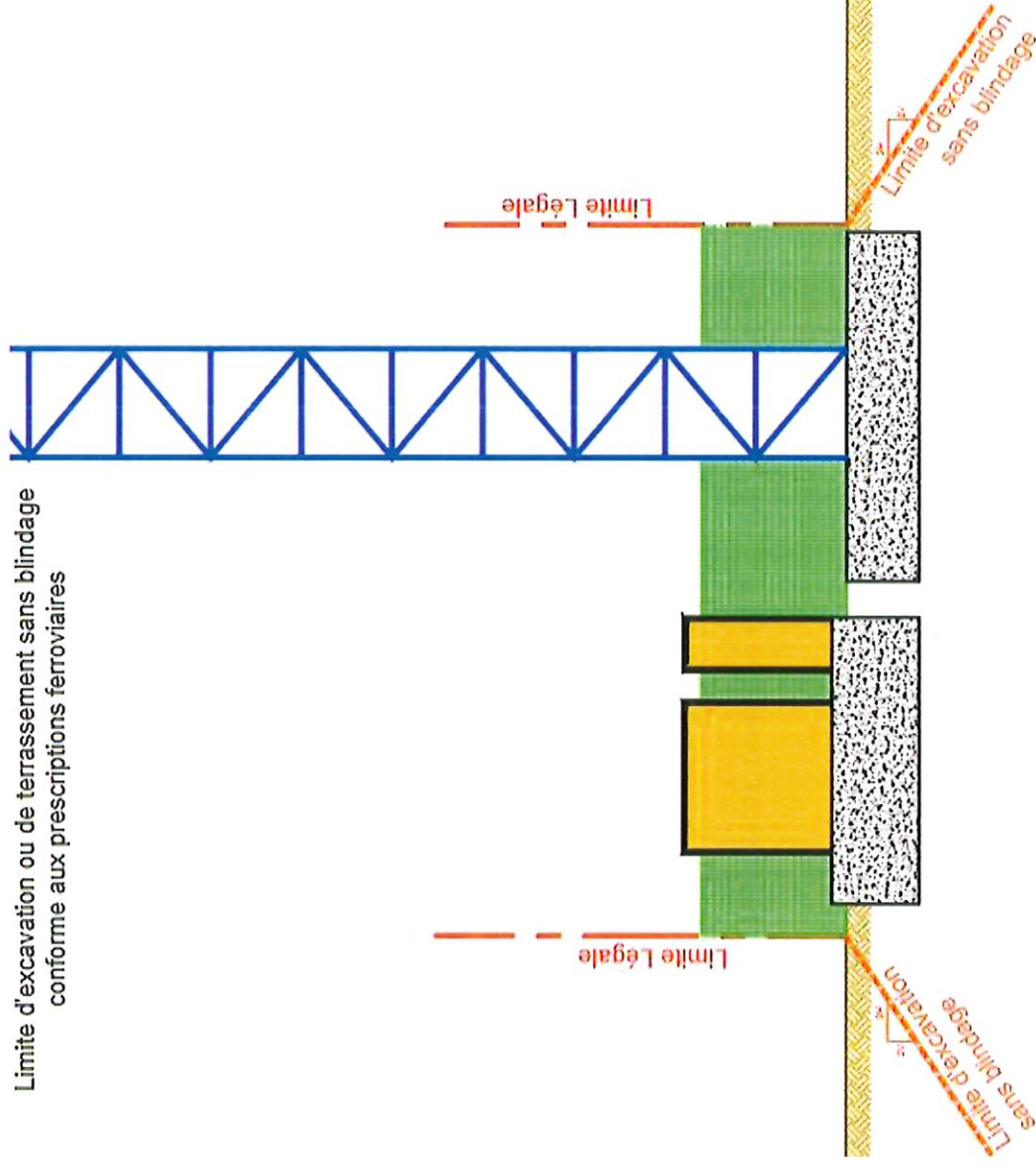


Ouvrage d'art aérien : voie ferrée portée par un pont-rail avec débord de tablier



T.1 – VOIES FERREES Servitudes de protection du domaine public ferroviaire

Exemple 3 : matérialisation de la limite d'excavation, de terrassement et de fondation sans blindage à partir de l'emprise de la voie ferrée pour l'installation radio.



T.5 – RELATIONS AERIENNES – Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne
Servitudes de dégagement (aérodromes civils et militaires)

TEXTES DE REGLEMENTATION

{
 { Code de l'Aviation Civile – Articles L.281-1 et R.241-1 à R.241-3
 {

GENERALE

DESIGNATION DE L'AERODROME	DATES DES DECRETS	LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL	PERSONNE OU SERVICE A CONSULTER
Aérodrome de CANNES – MANDELIEU (Voir plan)	Arrêté Ministériel du 4 juillet 1973	Nécessité d'obtenir l'accord du service intéressé avant toute construction, modification, installation de tout obstacle à l'intérieur de la zone de servitude – (limitation des hauteurs de constructions). Consulter obligatoirement les Bases Aériennes pour tout projet de construction dans les zones de servitudes.	Direction Départementale de l'Equipement Arrondissement des Bases Aériennes Aéroport de Nice

T.7 – RELATIONS AERIENNES – Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne
Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières

TEXTES DE REGLEMENTATION

- { Code de l'Aviation Civile – Articles R.241-1 à R.241-3, R.244-1, D.244.1 à D.244-4 inclus
- { Code de l'Urbanisme – Articles L.421-1, R.421-19, R.421-32, R.421-38-13
- { Arrêté du 3 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques
- { Arrêté et circulaire du 25 juillet 1990

GENERALE

ETENDUE DE LA SERVITUDE	LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL	SERVICE A CONSULTER
Totalité du territoire communal	<p>Interdiction, sans autorisation spéciale préalable du Ministre chargé de l'Aviation Civile et du Ministre chargé des Armées, de créer toute installation (constructions fixes ou mobiles, poteaux, pylônes et câbles à l'exception des lignes électriques) pouvant constituer des obstacles de grande hauteur, dépassant les altitudes suivantes :</p> <p>a) – en dehors des agglomérations, installations > 50 m/sol TN</p> <p>b) – dans les agglomérations, installations > 100 m/sol TN.</p>	<p>Direction de l'Aviation Civile Du Sud-Est Département navigation aérienne, circulation et réglementation</p> <p>1, rue Vincent Auriol 13617 AIX EN PROVENCE</p> <p>et</p> <p>Région Aérienne Méditerranée Bureau Infra 13898 AIX EN PROVENCE ARMEE</p>

PM.1 – RISQUES NATURELS – Servitudes résultant du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Incendie de Forêt (PPRIF) **1/3**

TEXTES DE REGLEMENTATION

GENERALE

- Code de l'environnement, articles L 562-1 à 562-9 et R 562-1 à R 562-11,
- Code de l'urbanisme, articles L 151-43 et L 161-1 ; R 151-51 et R 161-8

ETENDUE DE LA SERVITUDE

- Parties du territoire communal délimitées sur le Plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendie de forêt, ci-annexé, et appelées zones «rouges» ou zones «bleues».

LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

- Respect des dispositions résultant du règlement du PPRIF dans les zones rouges ou bleues :
 - Zone rouge : le principe est l'inconstructibilité,
 - Zone bleue : le principe est la constructibilité sous réserve de mettre en œuvre des mesures de protection appropriées.

Il est indispensable de se référer au règlement de chaque zone concernée pour connaître précisément les limitations au droit d'occuper et d'utiliser le sol.

PERSONNE OU SERVICE A CONSULTER

Service de l'Etat dans les Alpes-Maritimes
Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Pôle Risques Naturels et Technologiques
CADAM
147 Route de Grenoble
06286 Nice Cedex 3

DESIGNATION DE LA SERVITUDE	ACTE AYANT INSTITUTE LA SERVITUDE
- PPR d'incendie de Forêt de la Commune de Mougins. <i>Voir annexes :</i> <ul style="list-style-type: none"> • Plan de zonage du PPRIF • Règlement du PPRIF 	- Arrêté Préfectoral du 12 septembre 2008
- Décision portant agrément d'équipement réalisé et autorisation d'aménagement en zone B0 du PPRIF de Mougins <i>Voir annexe :</i> <ul style="list-style-type: none"> • Plan annexé à la décision 	- Décision préfectorale du 29/10/2021

PM.1 – RISQUES NATURELS – Servitudes résultant du Plan de Prévention des Risques de mouvement de terrain (PPRMVT) 2/3

TEXTES DE REGLEMENTATION

GENERALE

- Code de l'environnement, articles L 562-1 à 562-9,
- Code de l'urbanisme, articles L 151-43 et L 161-1 ; R 151-51 et R 161-8

ETENDUE DE LA SERVITUDE

- Parties du territoire communal délimitées sur le Plan de prévention des risques de mouvements de terrain, ci-annexé, et appelées zones «rouges» ou zones «bleues».

LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

- Respect des dispositions résultant du règlement du PPRMVT dans les zones rouges ou bleues :
 - Zone rouge : le principe est l'inconstructibilité,
 - Zone bleue : le principe est la constructibilité sous réserve de mettre en œuvre des mesures de protection appropriées.

Il est indispensable de se référer au règlement de chaque zone concernée pour connaître précisément les limitations au droit d'occuper et d'utiliser le sol.

PERSONNE OU SERVICE A CONSULTER

Service de l'Etat dans les Alpes-Maritimes
Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Pôle Risques Naturels et Technologiques
CADAM
147 Route de Grenoble
06286 Nice Cedex 3

DESIGNATION DE LA SERVITUDE	ACTE AYANT INSTITUTE LA SERVITUDE
<p>- Plan de prévention des risques mouvements de terrain de la Commune de Mougins.</p> <p><i>Voir annexes :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Plan de zonage du PPR mouvements de terrain• Règlement du PPR mouvements de terrain	<p>- Arrêté Préfectoral du 17 juillet 2019</p>

PM.1 – RISQUES NATURELS – Servitudes résultant du Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) 3/3

TEXTES DE REGLEMENTATION
GENERALE

- Code de l'environnement, articles L 562-1 à 562-9 et R 562-1 à 562-11,
- Code de l'urbanisme, articles L 151-43 et L 161-1 ; R 151-51 et R 161-8

ETENDUE DE LA SERVITUDE

- Parties du territoire communal délimitées sur le Plan de prévention des risques d'inondations, ci-annexé, et appelées zones « rouges » ou zones « bleues ».

LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

- Respect des dispositions résultant du règlement du PPRI dans les zones rouges ou bleues :
 - Zone rouge : le principe est l'inconstructibilité,
 - Zone bleue : le principe est la constructibilité sous réserve de mettre en œuvre des mesures de protection appropriées.

Il est indispensable de se référer au règlement de chaque zone concernée pour connaître précisément les limitations au droit d'occuper et d'utiliser le sol.

PERSONNE OU SERVICE A CONSULTER
Service de l'Etat dans les Alpes-Maritimes
Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Pôle Risques Naturels et Technologiques
CADAM
147 Route de Grenoble
06286 Nice Cedex 3

DESIGNATION DE LA SERVITUDE	ACTE AYANT INSTITUTE LA SERVITUDE
<p>- Plan de prévention des risques d'inondations de la Commune de Mougins.</p> <p><i>Voir annexes :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Plan de zonage du PPR inondation• Règlement du PPR inondation	<p>- Arrêté Préfectoral du 25 juillet 2023</p>

